



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Clermont-Ferrand, le 2 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALVA METAUX

18 RUE DE CHAMBUSSIERE
ZAC Champ Lamet
63430 Pont-du-Château

Références : 20240702-RAP-63-0661-GALVA-METAUX_RapportInspection
Code AIOT : 0005602987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2024 dans l'établissement GALVA METAUX implanté 18 RUE DE CHAMBUSSIERE ZAC Champ Lamet 63430 Pont-du-Château. L'inspection a été annoncée le 02/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à l'arrêté préfectoral 20240277 du 08/02/2024 rendant la société GALVA METAUX redevable d'une astreinte journalière, le but étant de constater la progression de la mise en conformité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVA METAUX
- 18 RUE DE CHAMBUSSIERE ZAC Champ Lamet 63430 Pont-du-Château
- Code AIOT : 0005602987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société GALVA METAUX est spécialisée dans l'activité de galvanisation.

La galvanisation est un procédé consistant à recouvrir de zinc les pièces métalliques afin de leur assurer une protection contre la corrosion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

L'exploitant signale la forte augmentation du prix du gaz. Or le gaz est nécessaire pour maintenir en température le bain de zinc.

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.6.1.	Avec suites, Lettre de suites	Demande d'action corrective	3 mois
2	Isolement des réseaux	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.2.4.	Avec suites, Astreinte	Demande d'action corrective	3 mois
3	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.3.4.	Avec suites, Astreinte	Demande d'action corrective	3 mois
4	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.4.1.	Avec suites, Astreinte	Demande d'action corrective	3 mois
5	Vérifications périodiques équipements protection incendie	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.5.3	Avec suites, Lettre de suites	Demande d'action corrective	3 mois
6	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 9.2.1	Avec suites, Lettre de suites	Demande d'action corrective	3 mois
7	Dossier de réexamen	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
8	Interdiction du brûlage à l'air libre	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 3.1.1	Avec suites, Lettre de suites	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Hormis l'alarme en point bas dans la rétention qui est installée, mais non fonctionnelle, et la présentation d'un devis partiel pour la mise en place du bassin de confinement, les autres points

objet des non-conformités relevées lors des inspections précédentes n'ont pas progressé.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Documents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suites• date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <p>- les plans tenus à jour</p>
Constats : <p>Lors d'une précédente inspection (06/12/2022), il a été constaté que la largeur de la rampe d'accès a été doublée côté rue des Loyes et que le poteau incendie n°132 se trouve au milieu de cet accès. Celui-ci n'est toutefois plus utilisé du fait de sa pente trop importante. Les deux barrières sont fermées à demeure (mais d'après l'exploitant, peuvent être ouvertes en cas de besoin). Les plans, et notamment le plan des réseaux, n'ont pas été mis à jour.</p> <p>Toutefois, l'exploitant déclare que le bassin de confinement des eaux d'extinctions d'incendie et le séparateur d'hydrocarbures prévus aux articles 8.4.1 V et 4.3.4 et 4.3.5 de l'arrêté préfectoral seront réalisés d'ici septembre 2024, et qu'un architecte sera missionné pour actualiser les plans.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit confirmer que les plans seront actualisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Isolement des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.2.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte • date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'évolution par rapport à la précédente visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que la vanne d'isolement soit bien incluse dans les travaux d'ici septembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Gestion des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.3.4.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur d'hydrocarbures</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte • date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Constats : Pas d'évolution par rapport à la précédente inspection. Dans le devis présenté, le séparateur d'hydrocarbures n'est pas intégré.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit profiter des travaux pour mettre en place le séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions/Confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte • date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2024
Prescription contrôlée : II. ... Les capacités de rétention de plus de 1000L sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.... V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par un bassin d'un volume minimum de 210 m ³ .
Constats : <u>Partie rétention :</u> Le déclencheur d'alarme en point bas est présent sur le site. Toutefois, le système était éteint au niveau de la centrale (interrupteur). De plus le capteur était bien dans la rétention, mais à mi-hauteur. Le capteur a été repositionné vers le fond de la rétention (sans être fixé), et le système a été allumé. Au bout d'une dizaine de minutes, l'alarme s'est déclenchée avant d'être à nouveau neutralisée par l'exploitant. L'eau apportée par les égouttures présentes dans la rétention a suffi à déclencher l'alarme. La rétention ne dispose pas de point bas, toutefois, en cas de fuite d'un bac (25 m ³ chacun), le niveau dans la rétention sera de plusieurs centimètres.

<p><u>Partie confinement :</u></p> <p>L'exploitant a présenté un devis pour la création d'un bassin de confinement. Toutefois, le devis présenté ne comporte pas tous les éléments satellites (vanne, séparateur d'hydrocarbures, plan...) et surtout il n'a pas été validé auprès de l'entreprise (l'entreprise a été contactée après l'inspection) contrairement à ce que l'exploitant a indiqué. L'exploitant a déclaré que les travaux seraient terminés en septembre 2024, et qu'il missionnera un architecte pour la réalisation des plans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Partie rétention :</u></p> <p>Il convient de positionner correctement le capteur de l'alarme (à quelques centimètres du fond de la rétention), de manière à éviter des déclenchements liés aux seules égouttures, et de maintenir l'alarme en fonctionnement.</p> <p><u>Partie confinement :</u></p> <p>Les travaux doivent être réalisés dans leur globalité, et être engagés rapidement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Vérifications périodiques équipements protection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, protection incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suites • date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations et notamment les extincteurs et systèmes de désenfumage sont bien contrôlés régulièrement.</p> <p>L'exploitant précise qu'il dispose de contrat avec tacite reconduction.</p> <p>Toutefois, aucun suivi des remarques, non-conformités et remises en conformité n'est réalisé par</p>

l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi des vérifications périodiques. Ce registre doit comporter les dates de contrôle et les suites données à ces vérifications.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suites • date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2024
Prescription contrôlée : Les fréquences minimales de mesure des paramètres repris au chapitre 3.2 sont : Conduit N° A1 : Annuelle Conduit N° A2 : Annuelle Conduit N° A3 : Trimestrielle
Constats : La dernière surveillance des rejets atmosphériques date de 2017.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit commander une nouvelle analyse des rejets atmosphériques. Les résultats seront nécessaires dans le cadre du dossier de réexamen.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dossier de réexamen

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, transmission du dossier de réexamen

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08/08/2024
Prescription contrôlée : <p>Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3230 relative à la galvanisation et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives à la transformation des métaux ferreux (BREF FMP). Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a engagé aucune démarche pour élaborer le dossier de réexamen. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit absolument constituer ce dossier. L'arrêté préfectoral n°20240278 du 8/2/2024 le met en demeure de réaliser ce dossier sous 6 mois.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Le dossier de réexamen doit être constitué et transmis au préfet conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Interdiction du brûlage à l'air libre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suites • date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2024
Prescription contrôlée : <p>Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.</p>

<p>Constats :</p> <p>La zone de brûlage est toujours présente.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit évacuer les résidus présents sur cette zone. Le brûlage doit être arrêté immédiatement et les déchets évacués dans les filières dédiées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>